

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



Edition du 15-04-2024

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1
Autorisations logements	25 900 logts	-28,9% ▼
Mises en chantier logements	21 600 logts	-22,0% ▼
Mise en ventes de logements	6 430 logts	-33,1% ▼
Réservations de logements	6 820 logts	-39,2% ▼
Autorisations locaux	2 042 mill. m ²	-25,0% ▼
Mises en chantier locaux	1 332 mill. m ²	-24,2% ▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		+1,8% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,2% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+4,4% ▲
BPE	3 258 900 m ³	-5,0% ▼
Granulats	19 420 kt	-11,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	4 800 AO	-0,0% ►
Montant Appels Offre publiés	7,7 Md€	+11,3% ▲
Salariés	123 346 sal.	-0,9% ►
Intérimaires	12 036 ETP	-2,8% ▼
Dem. d'emplois	19 793 DEFM	-4,7% ▼
Défaillances	1 310 ent.	+43,6% ▲

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2023 comparé au 4e trim. 2022
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2023 comparé au 4e trim. 2022 en valeur (sans correction de l'effet prix)
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année à fin 4e trim. 2023 comparé à un an plus tôt en valeur (sans correction de l'effet prix)
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2023
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin janv. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2023
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2023

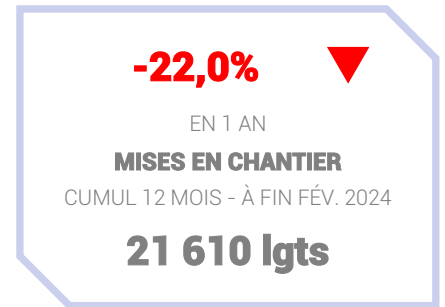




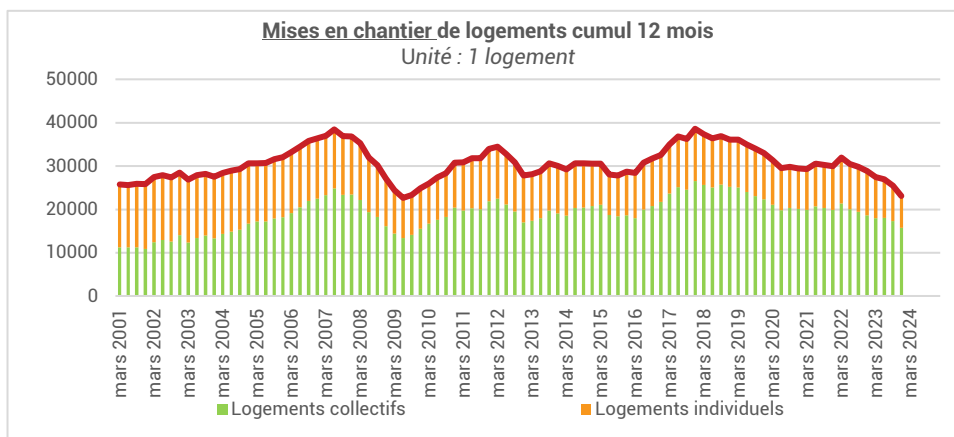
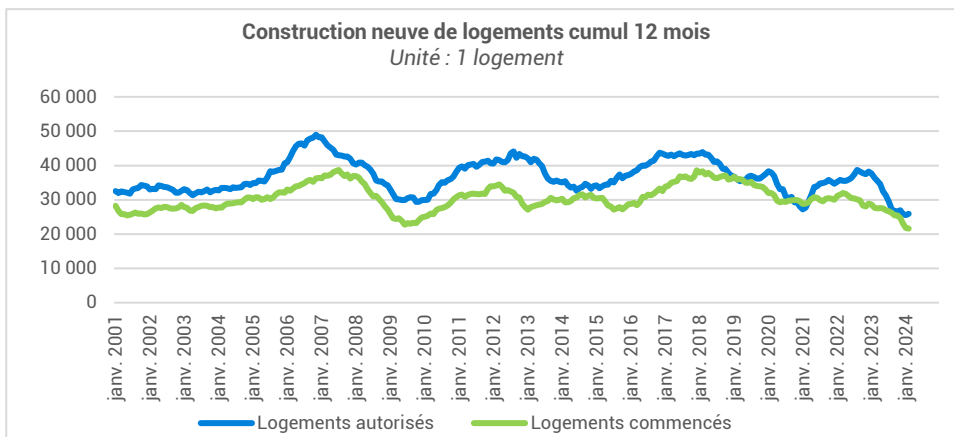
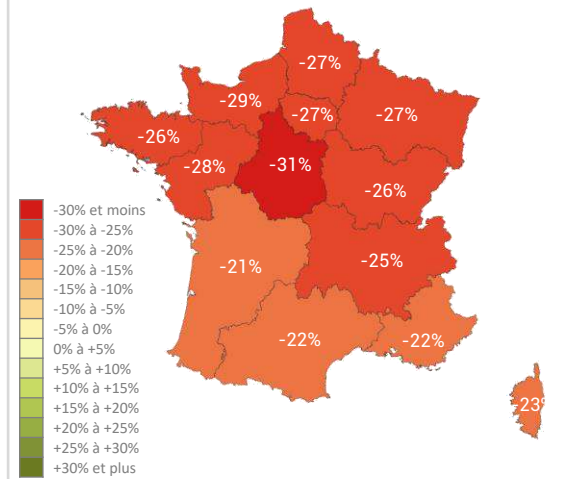
BÂTIMENT

Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin février 2024 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	21 610 lgts	-22,0%	▼
Dont individuels purs	4 780 lgts	-31,1%	▼
Dont individuels groupés	2 010 lgts	-31,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 820 lgts	-16,9%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	25 920 lgts	-28,9%	▼
Dont individuels purs	5 160 lgts	-27,4%	▼
Dont individuels groupés	2 430 lgts	-34,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	18 320 lgts	-28,5%	▼



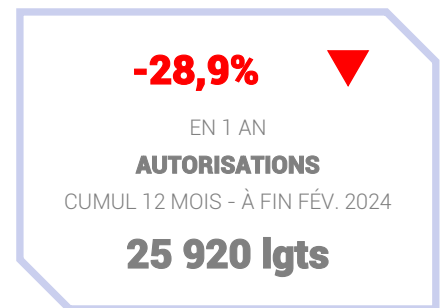
Logements commencés sur 12 mois glissants à fin février 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



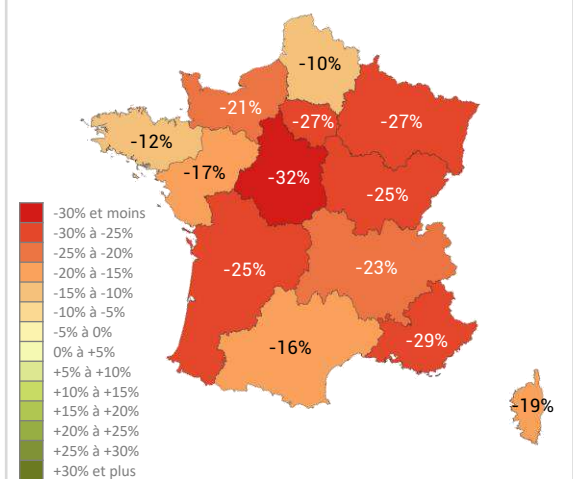
Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Le marasme se poursuit en février dans la construction résidentielle neuve régionale, avec une baisse des mises en chantier de -22% et une baisse des autorisations de -29% en un an.

Tous les segments sont impactés par cette crise et aucun signe de retournement de tendance n'est visible à court-terme.



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin février 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

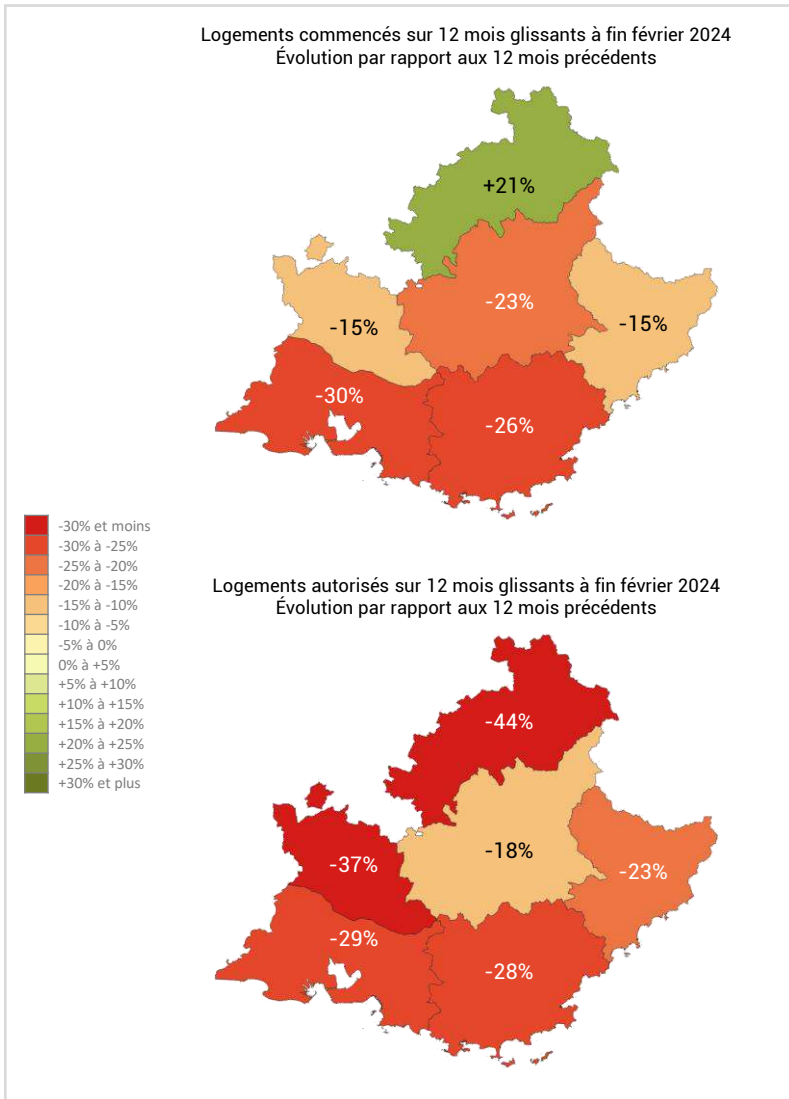
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



La construction résidentielle neuve est dynamique depuis plus d'un an dans les Hautes-Alpes. À fin février 2024, les logements neufs mis en chantier progressent encore de +21% sur 12 mois glissants.

Le marché du logement neuf a également été dynamique dans les Alpes-de-Haute-Provence entre fin 2022 et début 2023, avec des volumes de logements mis en chantier qui n'avaient plus été mesurés depuis 2012. À ce titre, la baisse des mises en chantier enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base particulièrement élevée. Le nombre de logements mis en chantier dans ce département sur 12 mois reste ainsi supérieur au volume moyen enregistré entre 2021 et 2022.

En Vaucluse également, la reprise post-Covid a été relativement satisfaisante, mais la tendance s'est aujourd'hui complètement retournée avec un volume de logements commencés sur 12 mois qui repasse sous ses niveaux moyens d'avant-crise.

Dans les départements littoraux, le marché du neuf n'a en revanche jamais vraiment redémarré depuis la crise Covid. La baisse des mises en chantier y est significative avec des volumes de logements commencés sur 12 mois inférieurs à leurs niveaux moyens pré-Covid.

Du côté des autorisations, elles s'effondrent dans tous les départements de la région et pour tous les segments, avec des volumes sur douze mois inférieurs à leur moyenne longue période.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

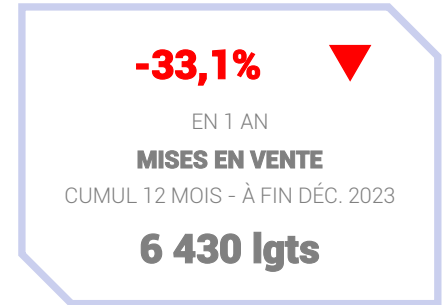




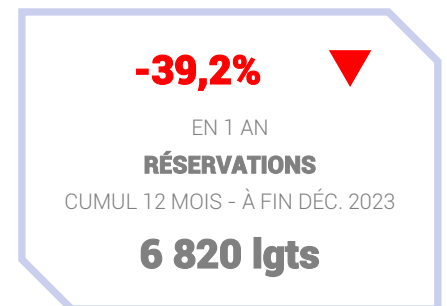
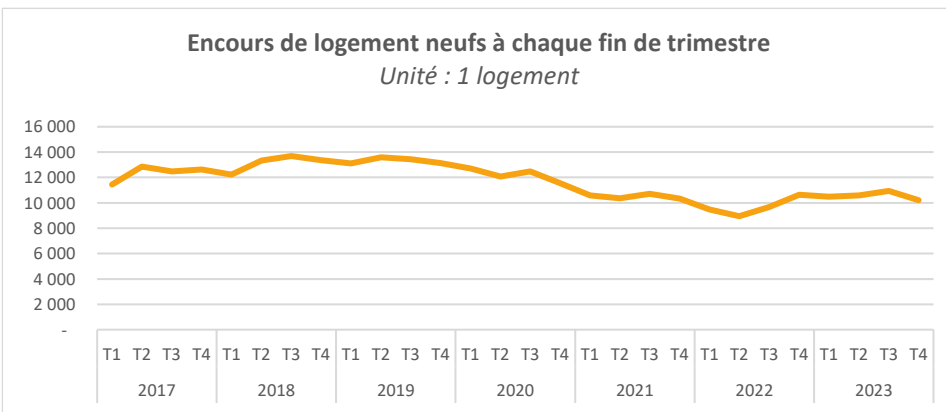
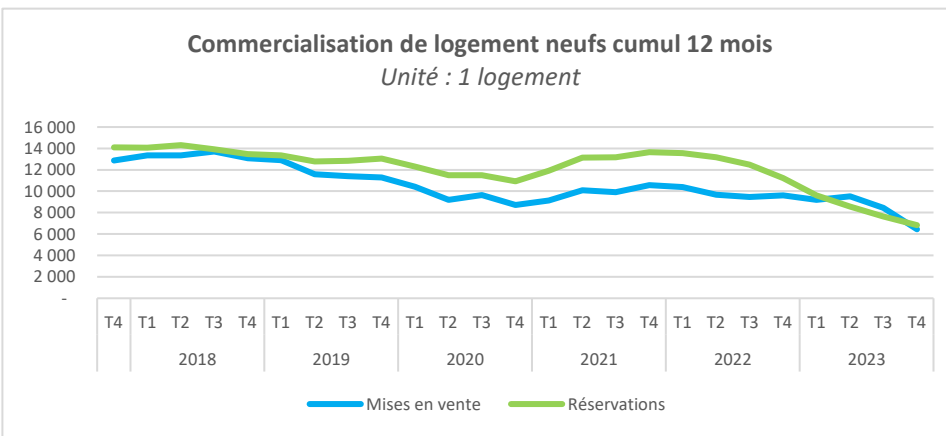
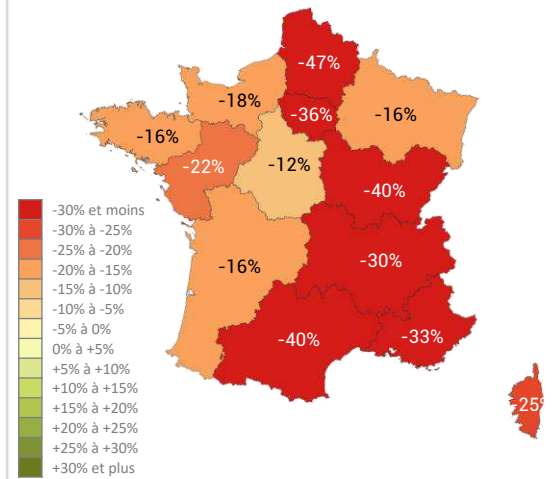
BÂTIMENT

Commercialisation de logements neufs

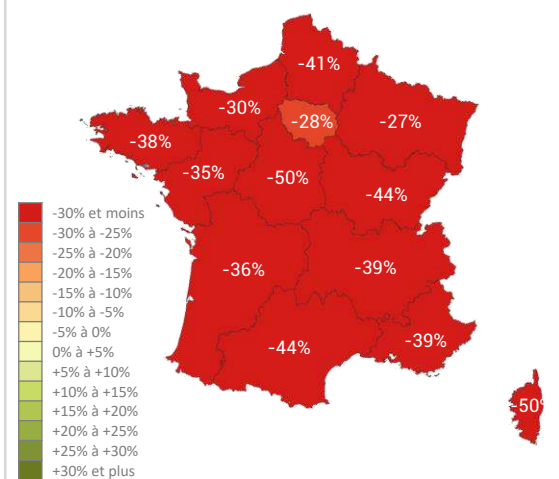
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	6 430 lgts	-33,1%	▼
Dont collectifs	6 100 lgts	-31,5%	▼
Dont individuels	330 lgts	-53,7%	▼
Réservations	6 820 lgts	-39,2%	▼
Dont collectifs	6 430 lgts	-38,8%	▼
Dont individuels	390 lgts	-44,4%	▼
Vente en bloc	4 920 lgts	-7,8%	▼



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Le marché du logement neuf s'effondre complètement : 6 820 logements ont été réservés par des particuliers auprès de promoteurs immobiliers de la région en 2023, de loin le plus bas volume annuel enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005. Cette crise de la demande pousse les promoteurs à se tourner vers la vente en bloc : ces dernières ont représenté 42% de l'ensemble des réservations enregistrées en 2023 dans la région, contre 25% en moyenne avant-Covid.

Le recul de la demande rend difficile le déstockage des programmes et pousse les promoteurs à mettre une pause dans leurs projets. En 2023, les mises en vente de logements neufs ont ainsi atteint leur plus bas volume annuel depuis le début du suivi statistique, avec notamment un coup de frein drastique sur le deuxième semestre (-41% de logements neufs mis en vente au 3^{ème} trimestre 2023 par rapport à un an plus tôt et surtout -73% au 4^{ème} trimestre 2023).

Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

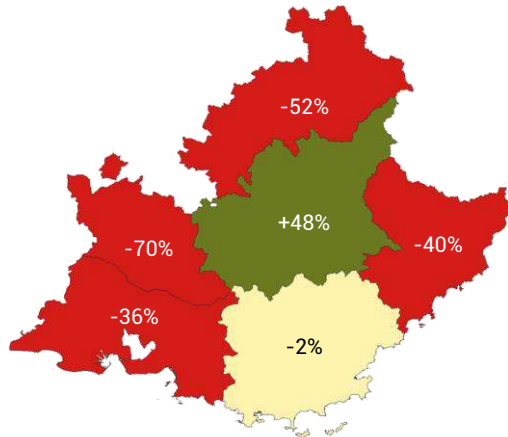
*Service des données et études statistiques



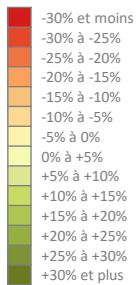
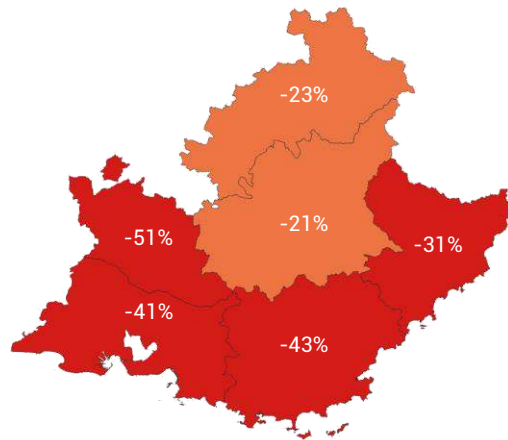


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2023
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2023
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le département des Alpes-de-Haute-Provence navigue complètement à contre-courant : les commercialisations ont explosé en 2022 et 2023 (200 puis 300 logements neufs mis en vente), égalant au cumul sur ces deux années le total cumulé sur les six années précédentes ! La période post-Covid offre ainsi un nouveau souffle au marché du logement neuf dans ce département, qui retrouve petit à petit son dynamisme du début du siècle (500 nouveaux logements mis en vente en moyenne par an entre 2005 et 2007, puis 200 entre 2008 et 2015 avant une chute à 85 entre 2016 et 2021), porté à la fois par le centre international de recherche de Cadarache, basé à la frontière des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence et par l'arrivée de ménages quittant la métropole Aix-Marseille Provence, notamment le Pays d'Aix, grâce à la démocratisation du télétravail et aux infrastructures routières rendant, depuis le sud des Alpes-de-Haute-Provence, le centre d'Aix-en-Provence à moins de 30 minutes en voiture.

Dans les Hautes-Alpes et le Vaucluse, la demande fut aussi dynamique post-Covid, mais le marché a perdu le rythme en 2023 et s'est même complètement effondré en Vaucluse.

Dans les départements littoraux, le marché est en net déclin depuis 2020.

En revanche, tous les départements de la région affichent une nette baisse des réservations, enregistrant partout des niveaux bas record.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques



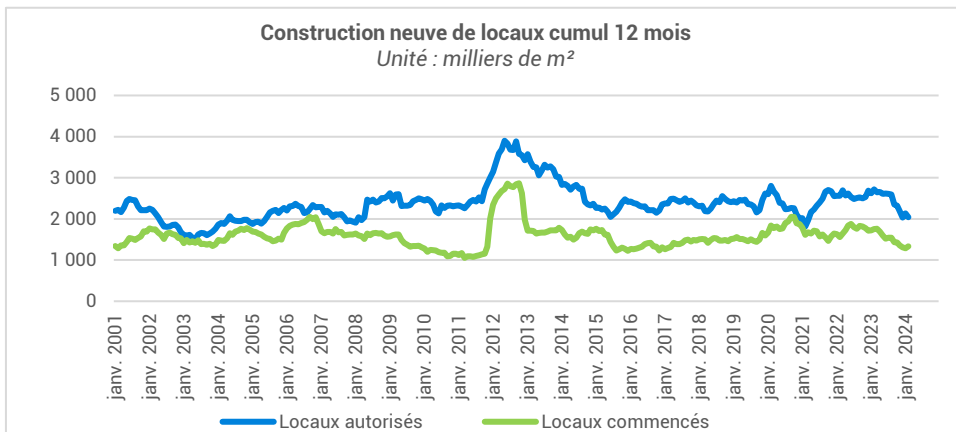


BÂTIMENT

Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin février 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 332 mill. m²	-24,2%	▼
Bâtiments agricoles	206 mill. m²	-40,2%	▼
Secteur privé non agricole	785 mill. m²	-28,2%	▼
Dont locaux industriels	71 mill. m ²	-26,0%	▼
Dont commerces	151 mill. m ²	-4,6%	▼
Dont bureaux	246 mill. m ²	-9,7%	▼
Dont entrepôts	203 mill. m ²	-56,7%	▼
Dont autres locaux	114 mill. m ²	+15,6%	▲
Secteur public	340 mill. m²	+7,3%	▲

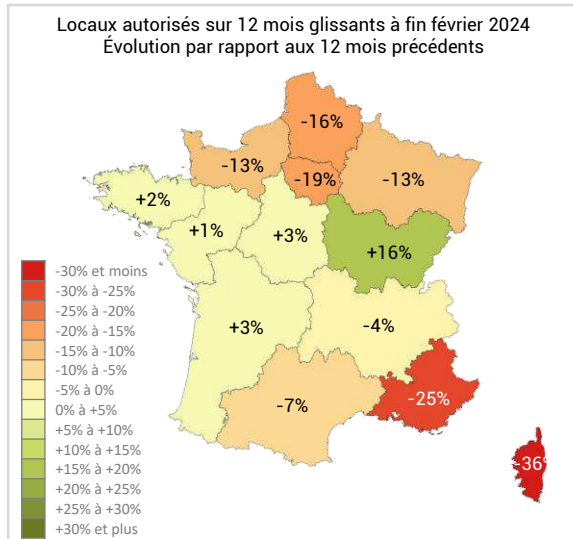
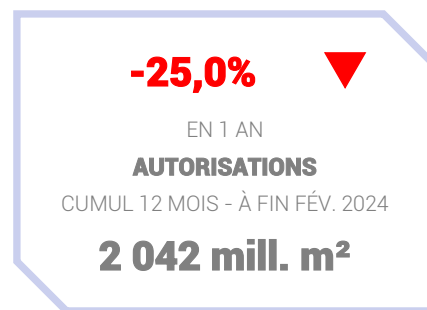
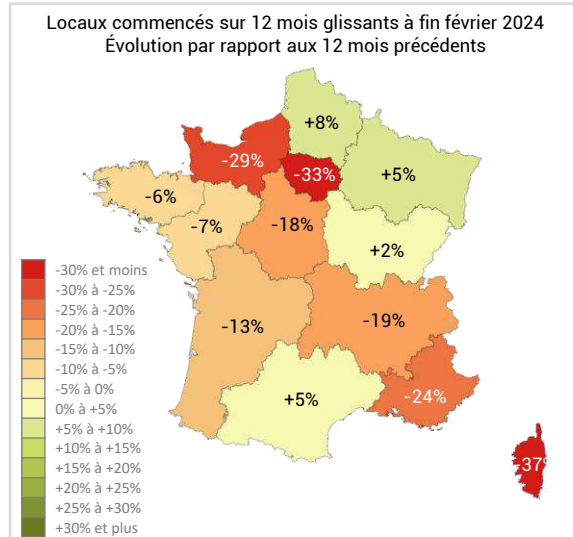
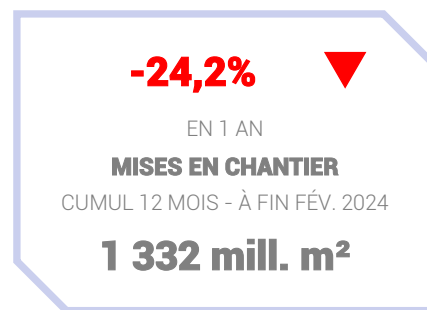
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin février 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 042 mill. m²	-25,0%	▼
Bâtiments agricoles	381 mill. m²	-45,2%	▼
Secteur privé non agricole	1 137 mill. m²	-28,9%	▼
Dont locaux industriels	93 mill. m ²	-42,4%	▼
Dont commerces	260 mill. m ²	-16,8%	▼
Dont bureaux	268 mill. m ²	-31,9%	▼
Dont entrepôts	347 mill. m ²	-35,8%	▼
Dont autres locaux	169 mill. m ²	-12,3%	▼
Secteur public	524 mill. m²	+22,2%	▲



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le retournement de tendance se confirme dans la construction non-résidentielle neuve régionale, avec une baisse des mises en chantier de -24% et une baisse des autorisations de -25% en un an à fin février 2024.

Tous les marchés s'affichent à la baisse, à l'exception des locaux de tourisme, dont les mises en chantier progressent après une période post-Covid sinistrée, et les locaux administratifs, qui profitent de l'entrée dans la seconde moitié du cycle électoral, période généralement plus favorable aux investissements.



Sources :

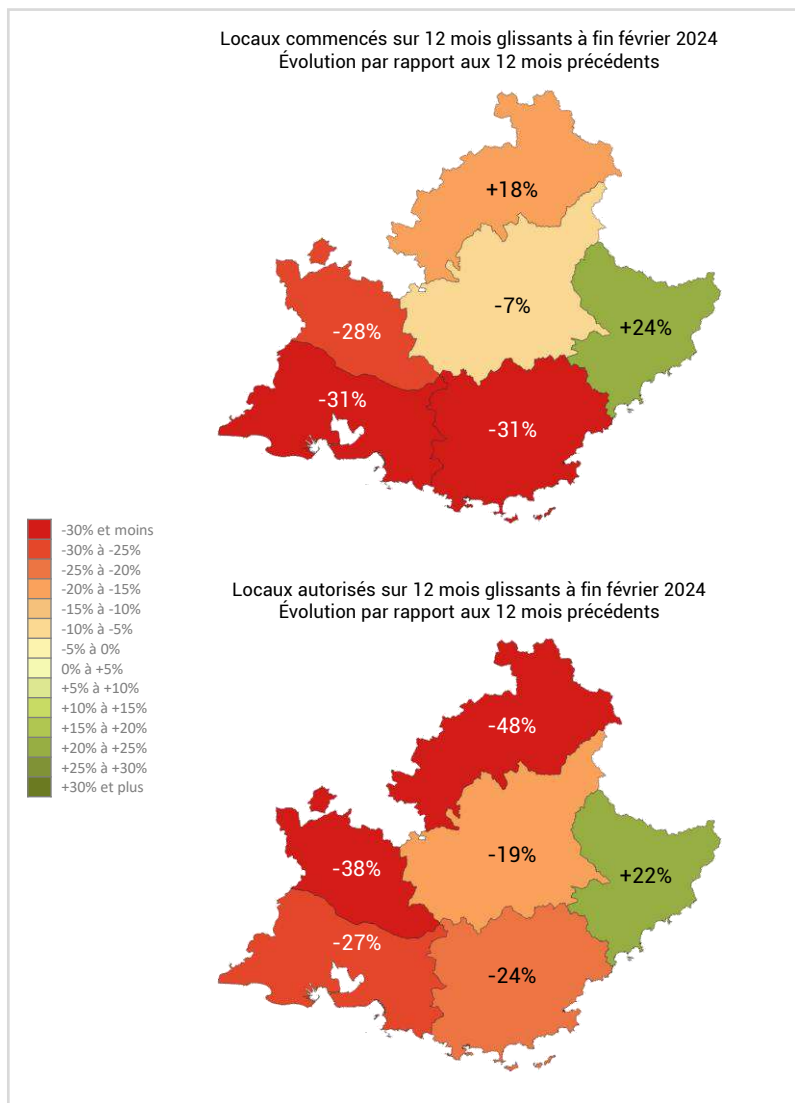
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



Après une année 2022 en retrait, le département des Alpes-Maritimes repasse dans le vert pour la construction non-résidentielle neuve, à la fois sur les autorisations et les mises en chantier. L'attractivité du pôle Nice/Sophia Antipolis, l'hôtellerie de luxe et la relance des projets publics offrent des perspectives plus réjouissantes dans ce département.

À l'inverse, la tendance se retourne complètement en Vaucluse après un redémarrage post-covid extrêmement dynamique.

Dans les Hautes-Alpes et le Var, le marché repasse également dans le rouge après une année 2022 plutôt positive, alors que le ralentissement observé depuis plusieurs années se confirme dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Bouches-du-Rhône.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



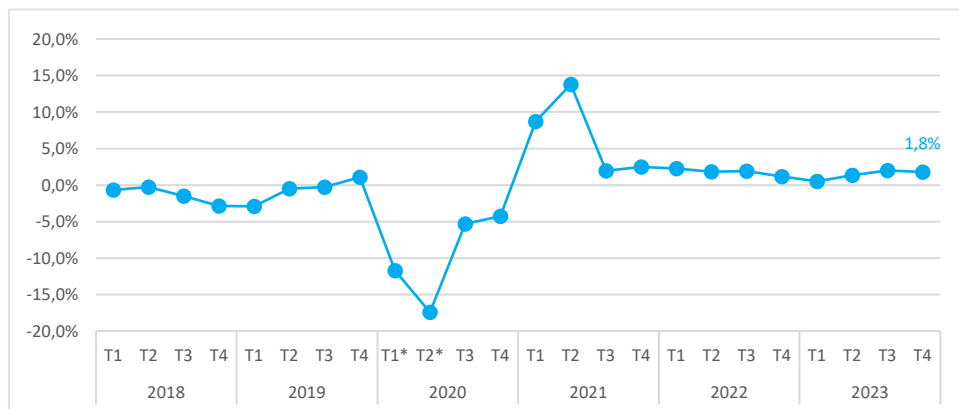


BÂTIMENT

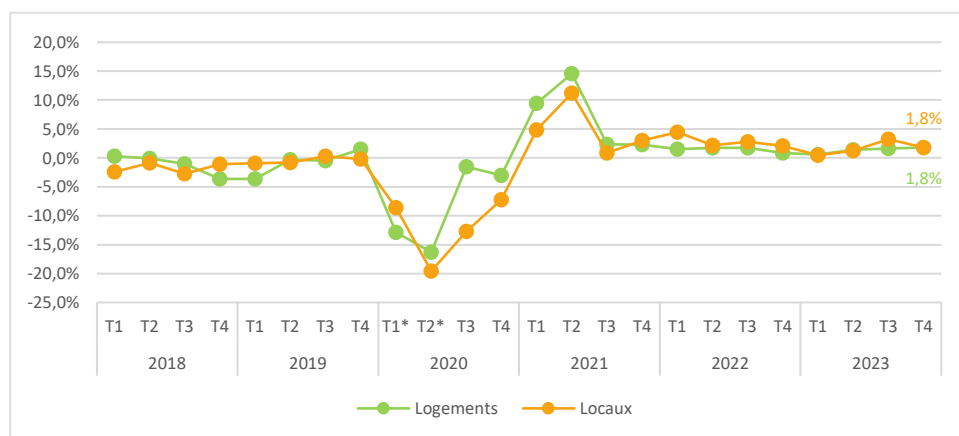
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente...

Au global

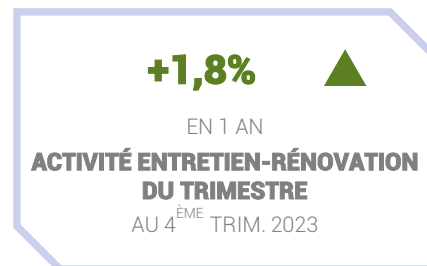
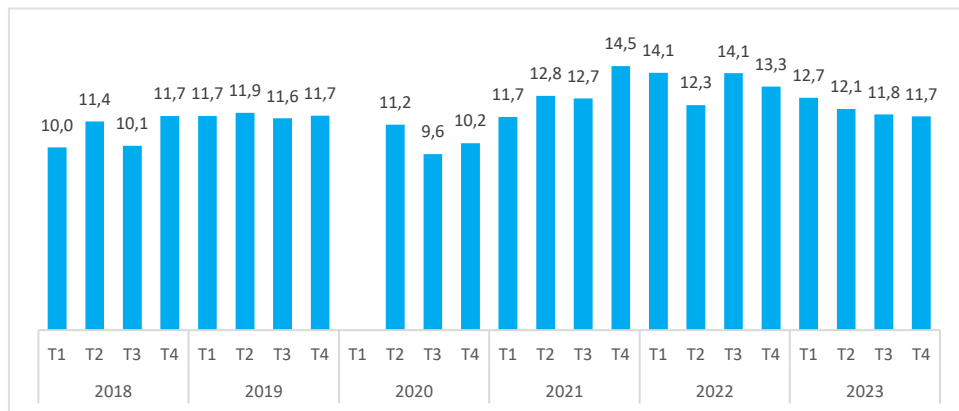


Par segment de marché

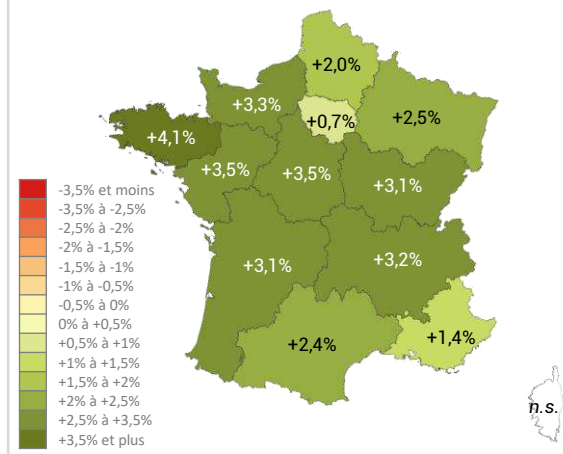


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation



Évolution par rapport à 2022 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée sur l'ensemble de l'année 2023



L'activité entretien-rénovation poursuit sa croissance en 2023 dans la région avec un volume de travaux facturés en hausse de +1,4% par rapport à 2022. Pour autant, la progression marque de légers signes de ralentissement puisque l'activité entretien-rénovation affichait une hausse de +5,3% en 2021 (par rapport à une année 2020 entravée par la crise Covid) et de +1,8% en 2022.

S'il se stabilise sur le dernier trimestre de 2023, le niveau des carnets de commande en entretien-rénovation s'est bien érodé en 2023 dans la région, avec une semaine et demi de travail garanti perdue en un an et près de trois semaines perdues en deux ans. Les carnets de commande s'affichent fin 2023 à leur niveau le plus bas depuis les confinements sanitaires de 2020. L'écoulement des chantiers « accumulés » entre 2021 et 2022 par les problèmes d'approvisionnement n'est donc pas suffisamment compensé par la signature de nouveaux devis.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

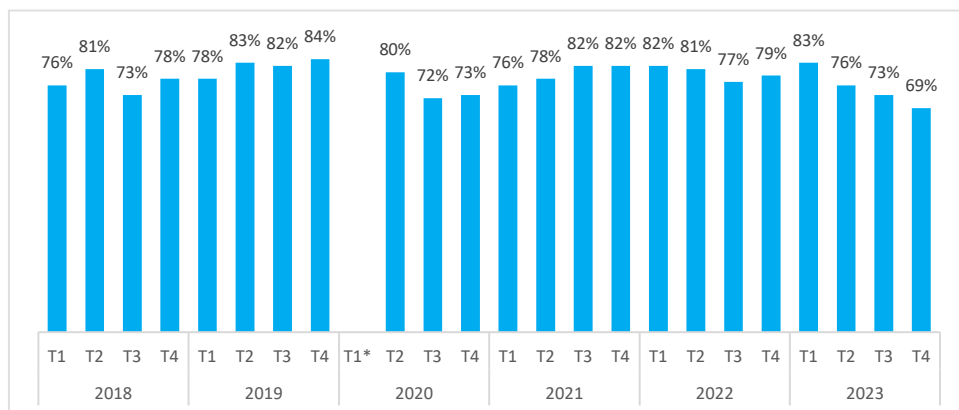




BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation

Pourcentage d'entreprises jugeant leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne sur le trimestre en cours



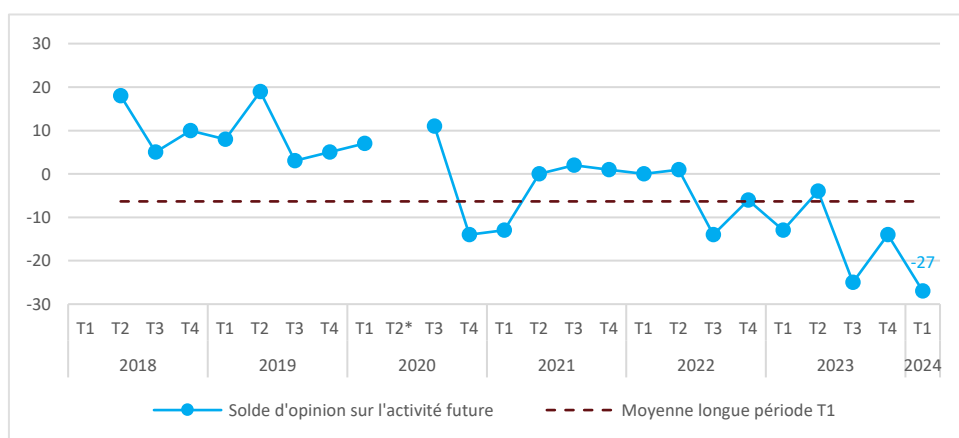
69% ▼

DES ENTREPRISES JUGENT LEUR ACTIVITÉ DU TRIMESTRE BONNE OU TRÈS BONNE EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

AU 4^{ÈME} TRIM. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Solde d'opinion des chefs d'entreprises de la région sur leur activité future en entretien-rénovation



-27 ▼

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU PROCHAIN TRIMESTRE

AU 4^{ÈME} TRIM. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Moins de 70% des professionnels de la région jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 4^{ème} trimestre 2023, le plus bas niveau de satisfaction enregistré depuis le début de l'historique en 2018 (hors 1^{er} trimestre 2020, période non-significative en raison du confinement Covid ordonné par les autorités). Pour l'activité Bâtiment dans sa globalité, le taux de satisfaction est de 68%, également plus mauvais score historique.

Dans le même temps, seuls 10% des chefs d'entreprises prévoient une hausse, même légère, de leur activité entretien-rénovation sur le début d'année 2024, plus faible score enregistré depuis 2018, alors que 37% d'entre eux craignent une baisse, niveau record. Par conséquent, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité plonge à son plus bas niveau historique, perdant près de 15 points en un an. La succession de crises multiples et l'incertitude face au contexte macro-économique, politique et géopolitique actuel semblent donc avoir lourdement érodé la confiance des professionnels de la région.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

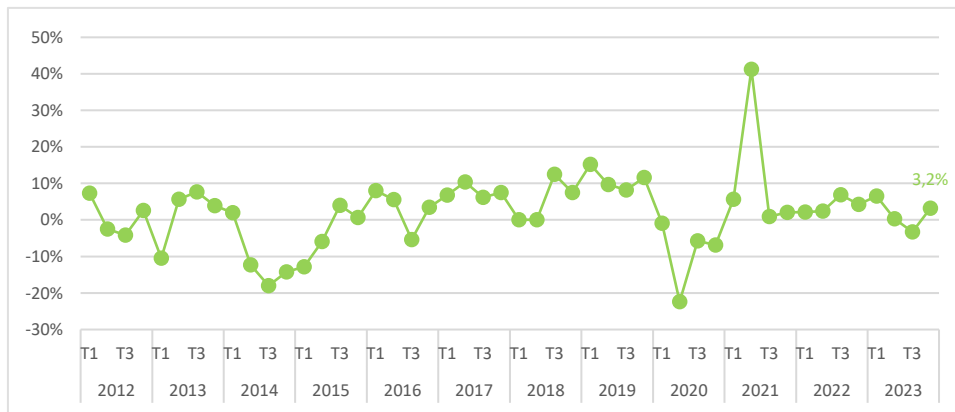




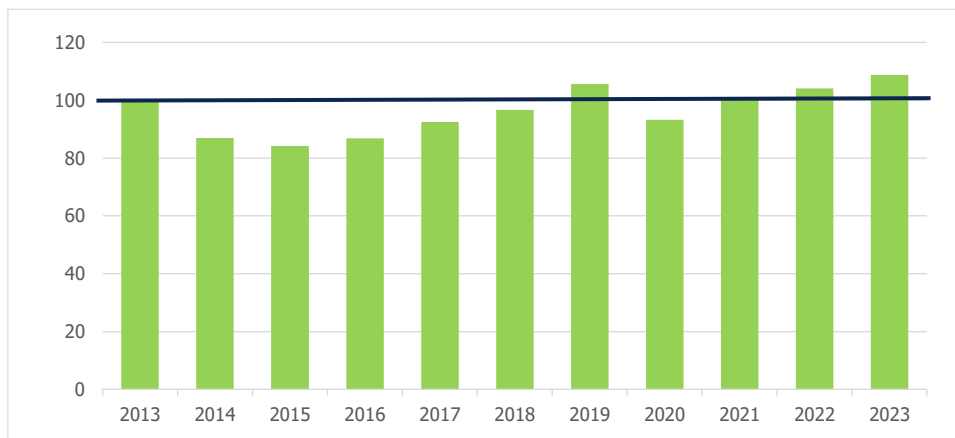
TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

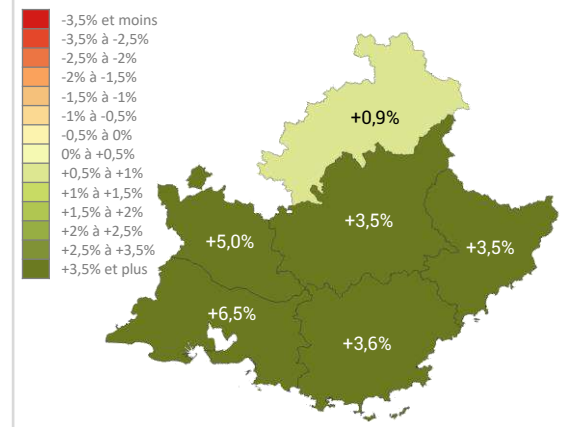
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente.



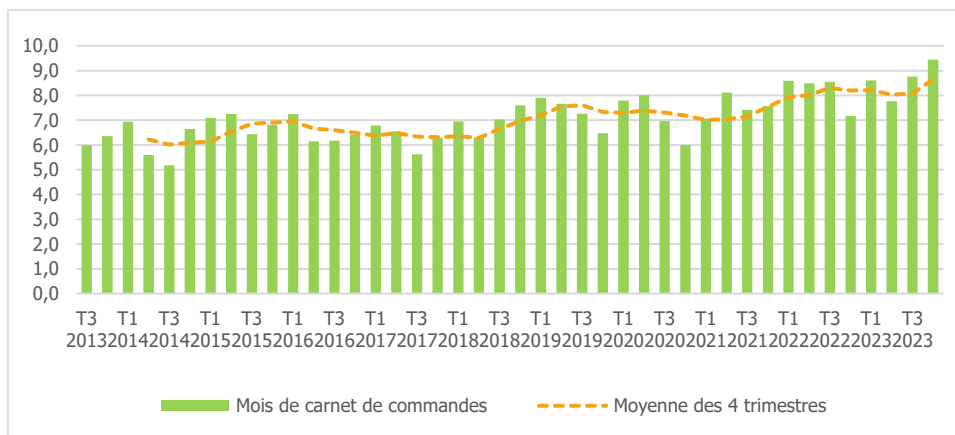
Évolution de l'activité travaux publics cumulée par an au T4 (en base 100 en 2013)



Évolution par rapport à 2022 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée sur l'ensemble de l'année 2023



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics



Malgré une conjoncture compliquée au cours de l'année (après +6,5% au 1^{er} trimestre 2023, l'activité Travaux Publics s'est affichée à +0,3% au 2^{ème} trimestre 2023 et à -3,3% au 3^{ème} trimestre 2023, première incursion en territoire négatif depuis fin 2020), le chiffre d'affaires Travaux Publics reste finalement dans le vert sur l'ensemble de l'année 2023 grâce à un 4^{ème} trimestre 2023 plus dynamique (+3,2% par rapport au 4^{ème} trimestre 2022).

Les prises de commande restent également dynamiques dans la région, faisant gonfler les carnets de commande à un niveau record : 9,5 mois de travail garanti à fin 2023, soit une visibilité qui gagne plus de deux mois par rapport à fin 2022.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA

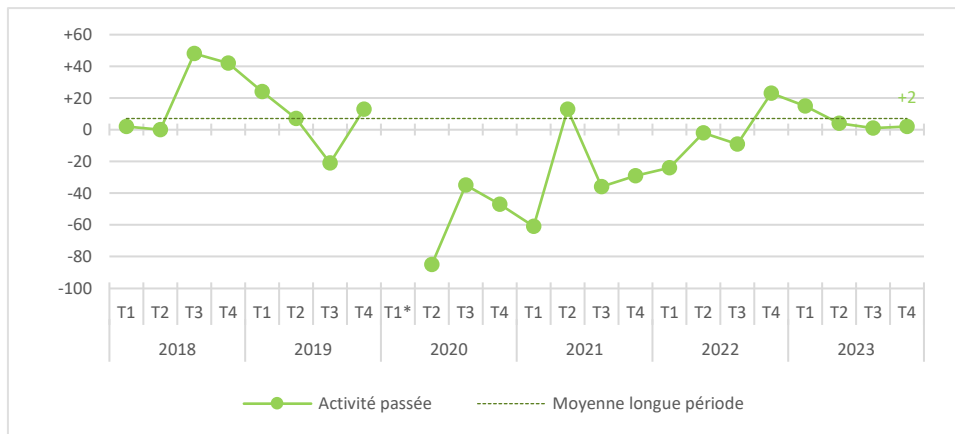




TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Solde d'opinion des chefs d'entreprises travaux publics de la région sur leur activité récente



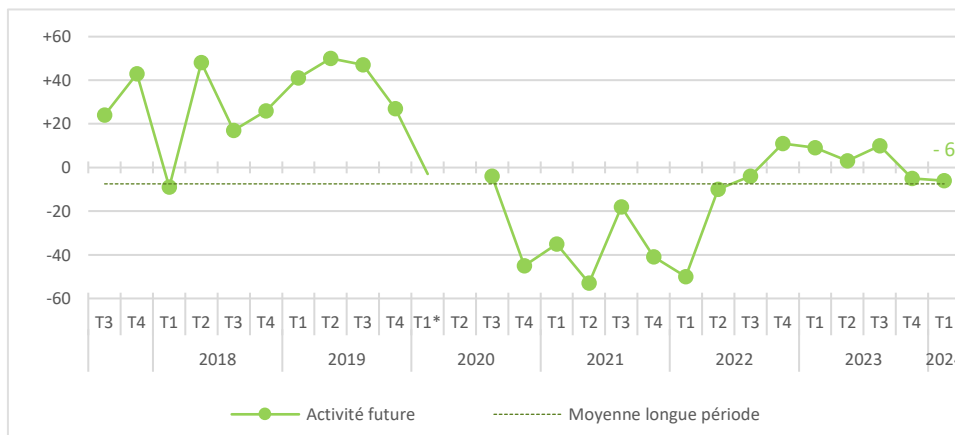
+2 ▲

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ DU TRIMESTRE PASSÉ

AU 4^{ÈME} TRIM. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Solde d'opinion des chefs d'entreprises travaux publics de la région sur leur activité future



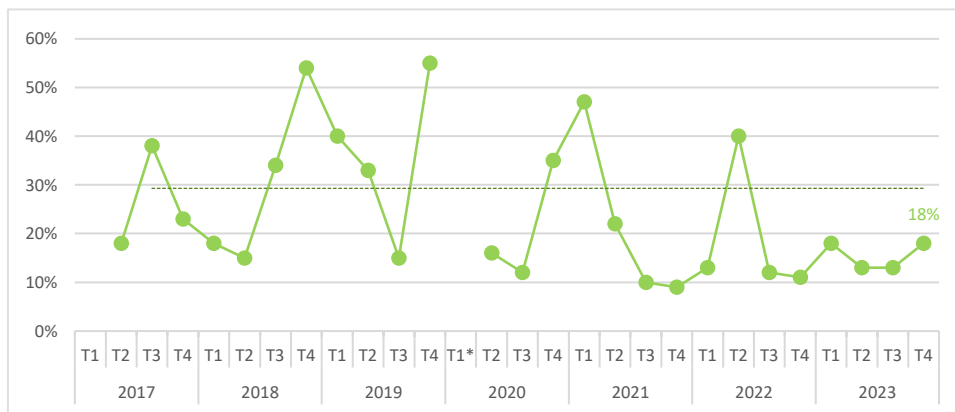
-6 ▲

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ DU PROCHAIN TRIMESTRE

AU 4^{ÈME} TRIM. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Pourcentage d'entreprises n'ayant aucune limite à l'accroissement de leur production



18% ▲

D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS N'AYANT PAS DE LIMITES À L'ACCROISSEMENT DE LEUR PRODUCTION

À FIN DÉC. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, 17% des entreprises de Travaux Publics de la région ont enregistré une hausse de leur activité au 4^{ème} trimestre 2023 (-22 points en un an) et 15% ont enregistré une baisse (-6 points en un an). De fait, le solde d'opinion des chefs d'entreprises sur leur activité récente stagne en 2023 et se maintient juste en-dessous de sa moyenne longue-période, signe d'une activité qui manque de souffle.

Concernant l'activité à venir, seules 5% des entreprises de Travaux Publics de la région prévoient une hausse, même légère, niveau le plus bas depuis le début de l'historique en 2017, et 11% envisagent une baisse, un score conforme à la moyenne longue-période. De fait, 84% des entreprises misent sur une stabilité de leur activité, plus haut niveau de l'historique.

Dans ce climat, la prudence reste de mise pour les entreprises de Travaux Publics, notamment au regard des difficultés qu'elles rencontrent actuellement sur le terrain. Elles sont en effet 82% à être limitées dans leur production à fin 2023. Les inquiétudes se portent aujourd'hui essentiellement sur la demande (47% des entreprises interrogées craignent une demande insuffisante dans les semaines à venir, +27 points en un an) et le manque de main-d'œuvre (plus de la moitié des entreprises indiquent encore ne pas avoir assez de personnel fin 2023).

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

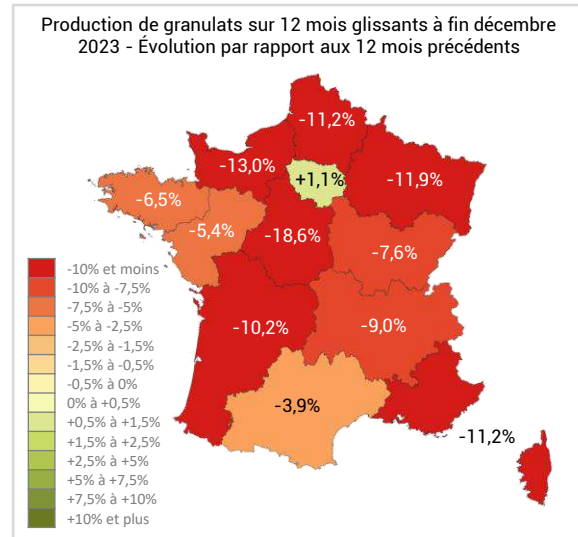
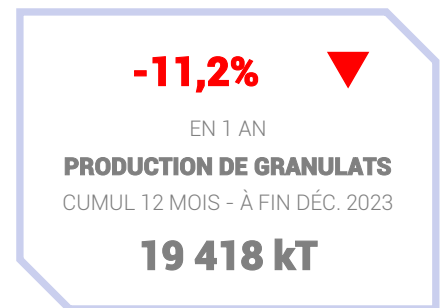
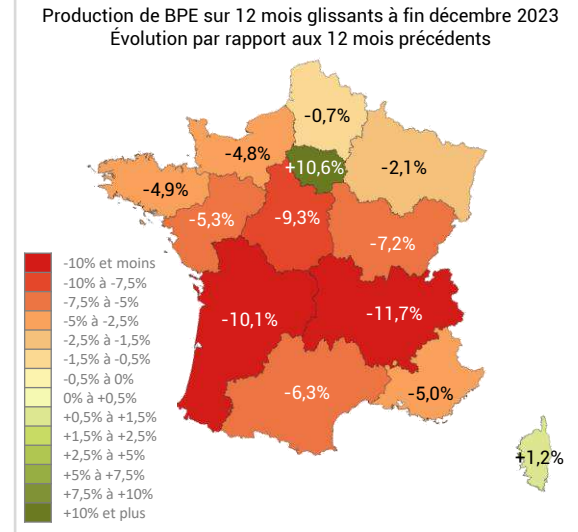
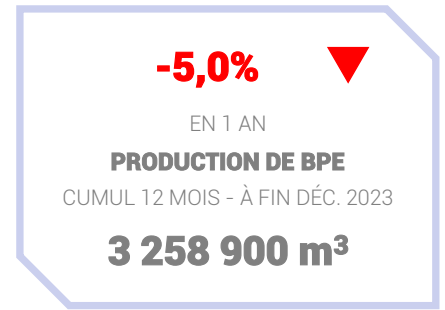
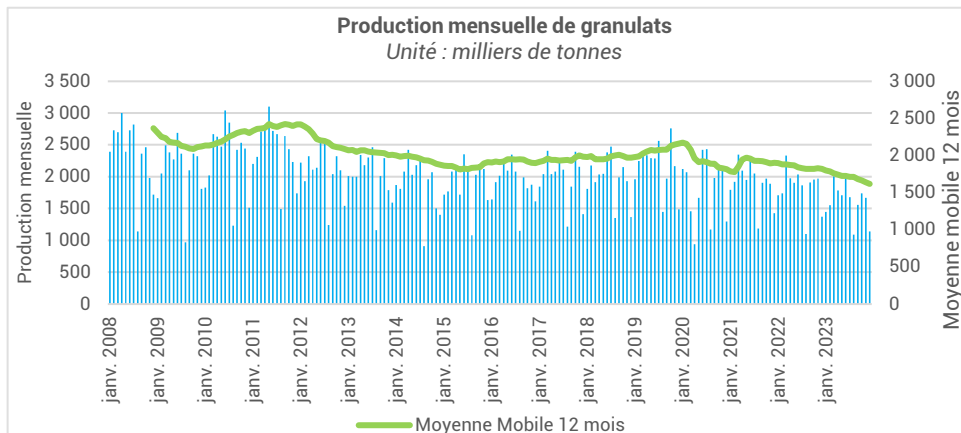
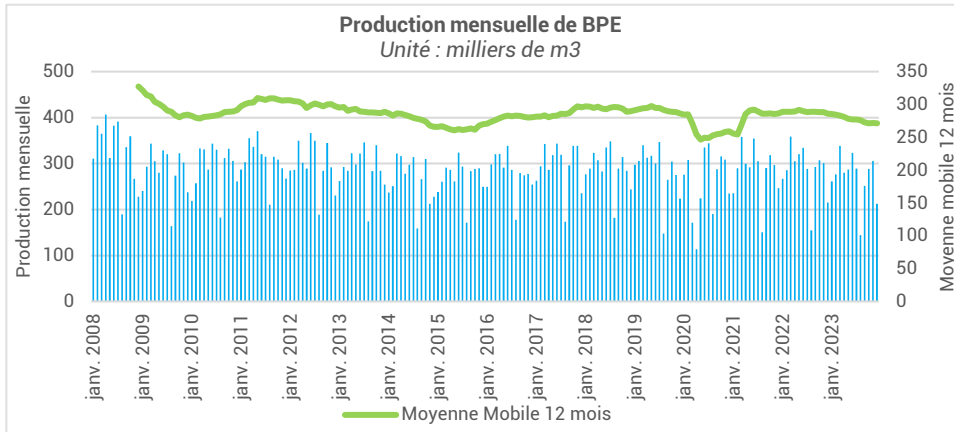




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en décembre 2023	212 321 m3	-1,3%	▼
Prod. de Granulats en décembre 2023	1 137 kt	-17,0%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE en 2023	3 258 900 m3	-5,0%	▼
Production de Granulats en 2023	19 418 kt	-11,2%	▼



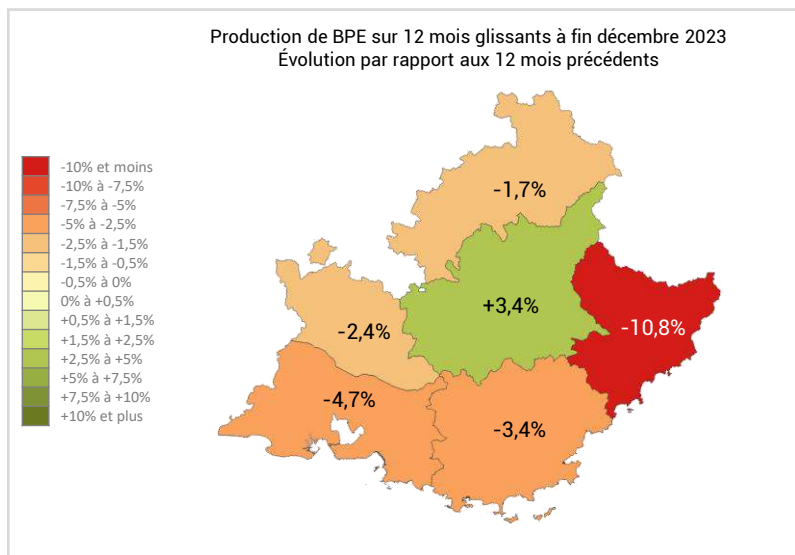
Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. En 2023, la production régionale de BPE s'est en effet repliée de -5% par rapport à un an plus tôt et affiche le plus bas volume de production depuis 2014-2015, pires années de l'historique (hors 2020, période de confinement sanitaire strict). Et la tendance actuelle de délivrance des permis de construire ne laisse guère augurer de redressement à court terme.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats a reculé de -11% entre 2022 et 2023. Le volume de granulats produit en 2023 s'inscrit ainsi à son plus bas niveau historique. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive en 2023 dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé entre le printemps et l'été dans ce secteur.

Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)



Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est dynamique dans les Alpes-de-Haute-Provence en réponse à un marché du neuf qui a bondi lors des déconfinements. Il en est de même dans les Hautes-Alpes, où, malgré un ralentissement en 2023, la production de BPE reste au-dessus de son niveau moyen avant-crise à la faveur d'une construction résidentielle neuve positive ces derniers mois. Dans le Var également, où la construction non-résidentielle neuve a été dynamique aux déconfinements, la production de BPE se maintient au-dessus de ses niveaux de références pré-Covid*.

Dans les Alpes-Maritimes, où la demande en BPE a été forte entre 2019 et 2022 du fait de grands projets d'infrastructures (tramway à Nice, reconstructions suite à la tempête Alex), la production chute complètement en 2023 avec la fin de ces grands chantiers. Enfin, dans les Bouches-du-Rhône et en Vaucluse, l'activité BPE a nettement ralenti depuis la crise Covid à l'image de la construction neuve dans ces territoires.

**Si les indicateurs de la construction neuve sont aujourd'hui partout dans le rouge (hormis pour les mises en chantier de logements neufs dans les Hautes-Alpes), on parle ici de « nouveaux chantiers », et forment de fait plutôt un indicateur prospectif pour la production de BPE. En effet, la baisse de la construction neuve aujourd'hui n'impacte pas les chantiers déjà entamés, qui ont été nombreux dans le Var (notamment le non-résidentiel) et les départements alpins (où les demandes de permis de logements collectifs se sont envolés pos-Covid) entre 2021 et 2022, et qui réclament un fort besoin en BPE tout au long du cycle constructif (on compte en moyenne 6 mois à un an de construction pour des ensembles de logements collectifs, 12 à 18 mois pour des locaux).*

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)



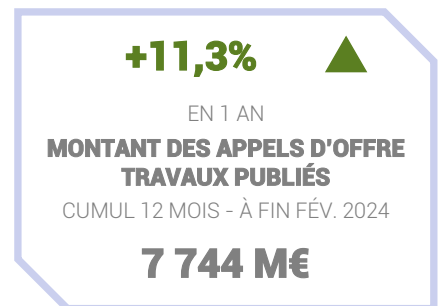
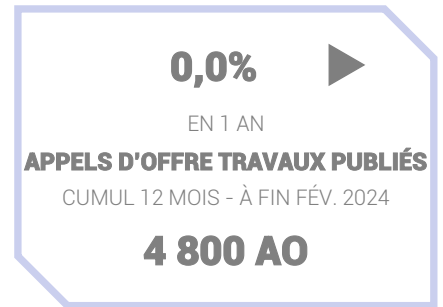


COMMANDE PUBLIQUE

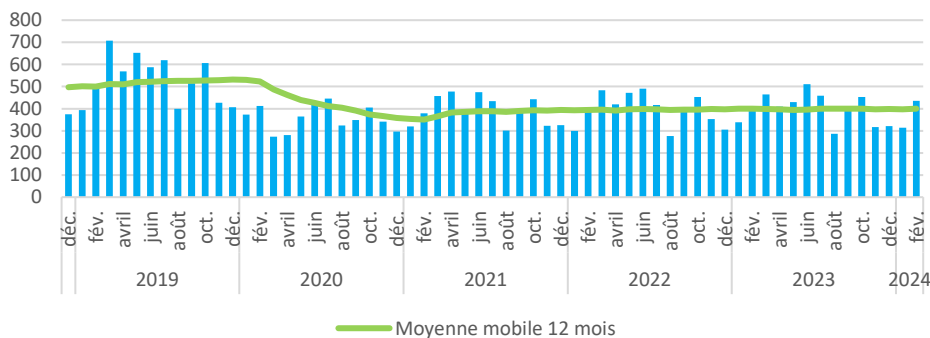
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à fév. 2024 - Évol. 1 an		
Total des AO publiés	4 800 AO	0,0%	=
dont bâtiment*	2 400 AO	-2,4%	▼
dont TP*	1 730 AO	-2,1%	▼
dont pôle local	2 720 AO	-2,3%	▼
dont conseils territoriaux	310 AO	-7,4%	▼
dont État	610 AO	+11,1%	▲
dont autres	1 160 AO	+2,3%	▲

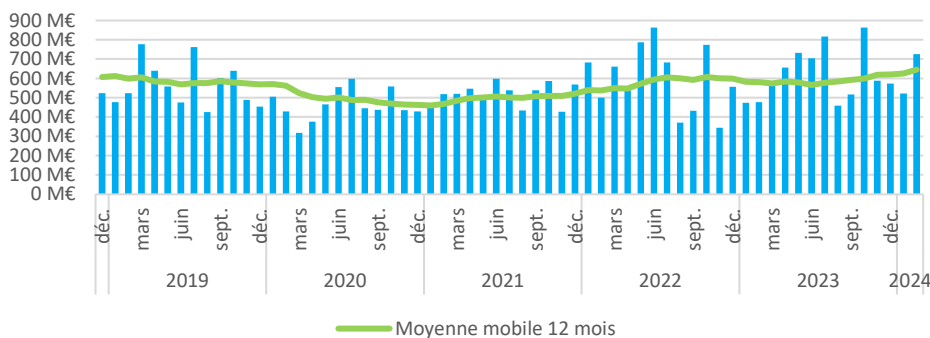
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à fév. 2024 - Évol. 1 an		
Total des AO publiés	7,7 Md€	+11,3%	▲
dont bâtiment*	2,6 Md€	+0,4%	=
dont TP*	2,7 Md€	+12,0%	▲
dont pôle local	3,6 Md€	+17,0%	▲
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-15,0%	▼
dont État	1,5 Md€	+30,9%	▲
dont autres	2,0 Md€	+0,8%	=



Nombre mensuel d'appels d'offre de Travaux Publiés



Montant mensuel des appels d'offre de Travaux Publiés



Le montant de la commande publique ne cesse de progresser dans la région depuis un an : à fin février 2024, elle atteint 7,7 Md€ sur douze mois, en hausse de +11% par rapport aux 12 mois précédents. À l'exception des conseils territoriaux, dont les finances sont impactées par le recul des DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) avec la baisse des ventes immobilières, tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux en valeur.

La hausse concerne plus particulièrement les Travaux Publics que le secteur Bâtiment, les donneurs d'ordre, contraints par des orientations politiques où priorité est donnée à la transition écologique, semblant de plus en plus se concentrer sur le financement de grands projets structurants.

Pour autant, le nombre de marchés publiés reste stable depuis trois ans, loin des 6 400 procédures enregistrées en 2019. De fait, le montant moyen attribué par marché a progressé d'environ 200 000 euros en un an.

Dans le détail, les achats publics de travaux, en volume, refluent légèrement pour les travaux Bâtiment seuls comme pour les Travaux Publics seuls, au profit des marchés globaux (+16%), preuve une nouvelle fois de la volonté des donneurs d'ordre de prioriser les grands projets.

Source : VecteurPlus

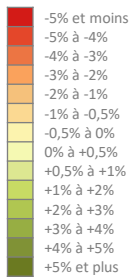
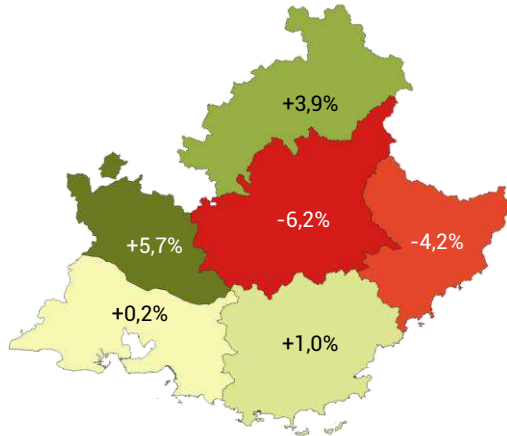




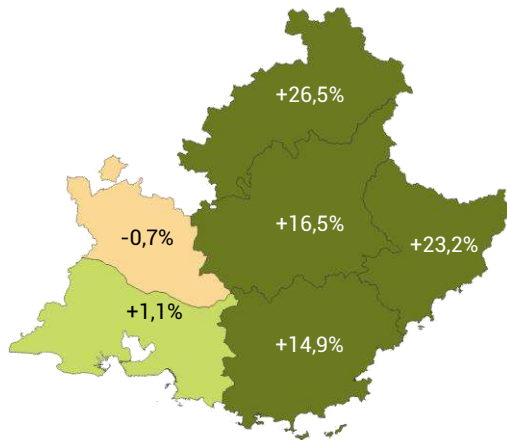
COMMANDE PUBLIQUE

Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin février 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin février 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le Vaucluse se démarque avec une hausse des marchés publiés (+5,7% en un an) mais une baisse du montant attribué (-0,7%), signe d'une commande publique peut-être plus orientée vers des projets de moindre envergure. À l'inverse, les Alpes-de-Haute-Provence et les Alpes-Maritimes voient le nombre de marchés publiés refluer pour une enveloppe qui grossit nettement, sûrement dédiée au lancement de gros projets d'aménagement. Dans les Hautes-Alpes, de gros achats ont eu lieu à l'été 2023, gonflant le montant de la commande publique dans ce département. Dans le Var, les achats publics suivent leur rythme de croisière alors qu'ils manquent de dynamisme dans les Bouches-du-Rhône.

Source :
VecteurPlus

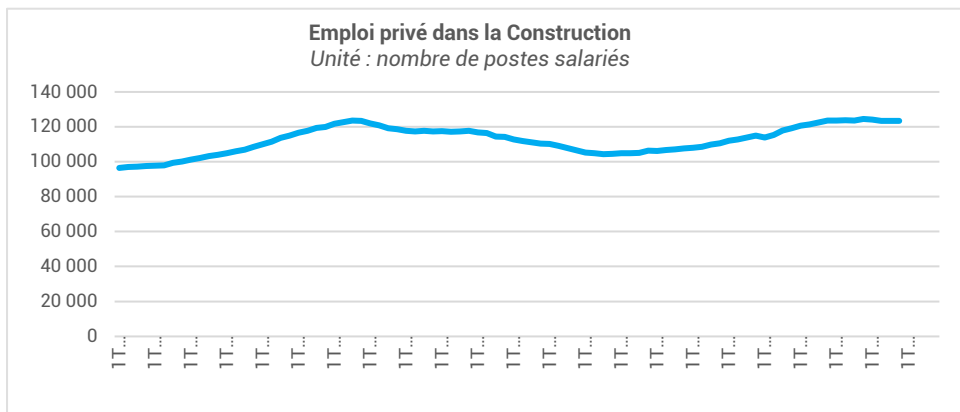




APPAREIL DE PRODUCTION

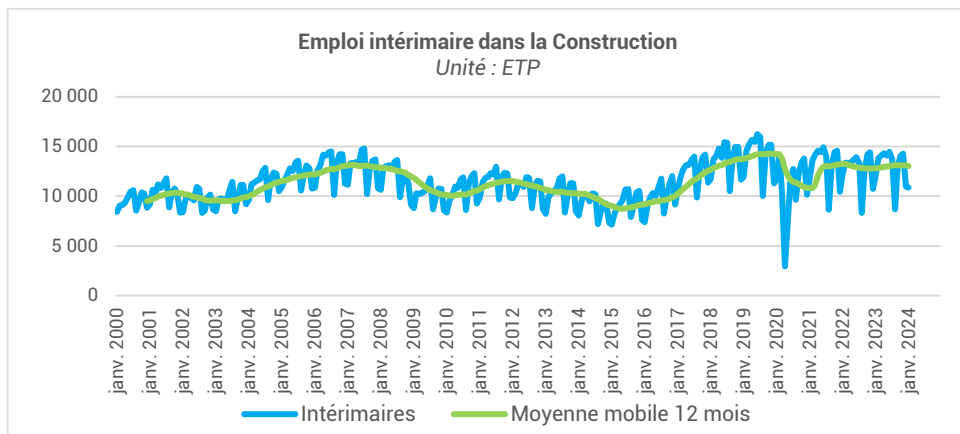
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	123 346 sal.	-0,9%	=

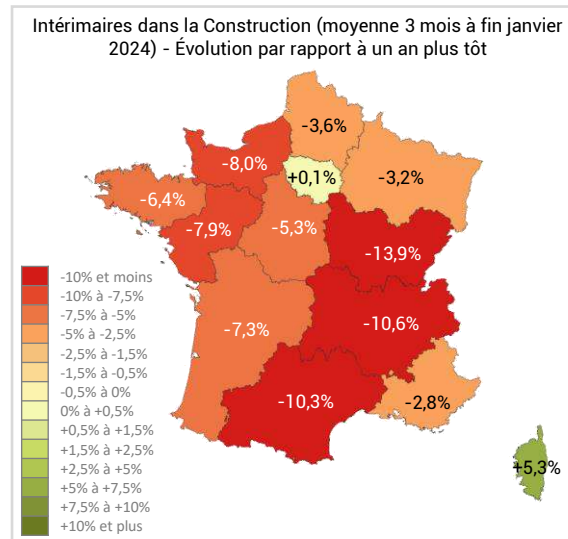
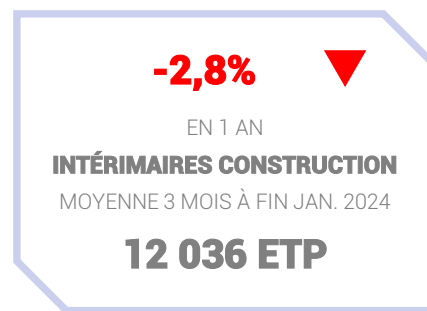
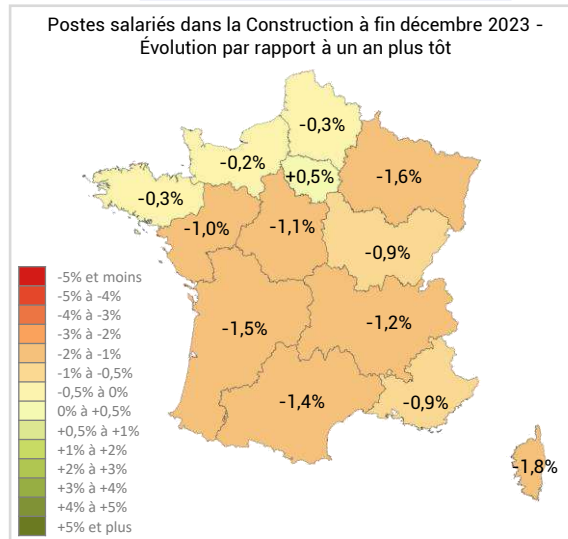


Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Janvier 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Janvier 2024	10 869 ETP	-9,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Janvier 2024	12 036 ETP	-2,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Janvier 2024	13 020 ETP	+1,9%	▲



L'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux hausses d'activité, reste globalement stable depuis 2021, signe d'une activité qui manque de souffle.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

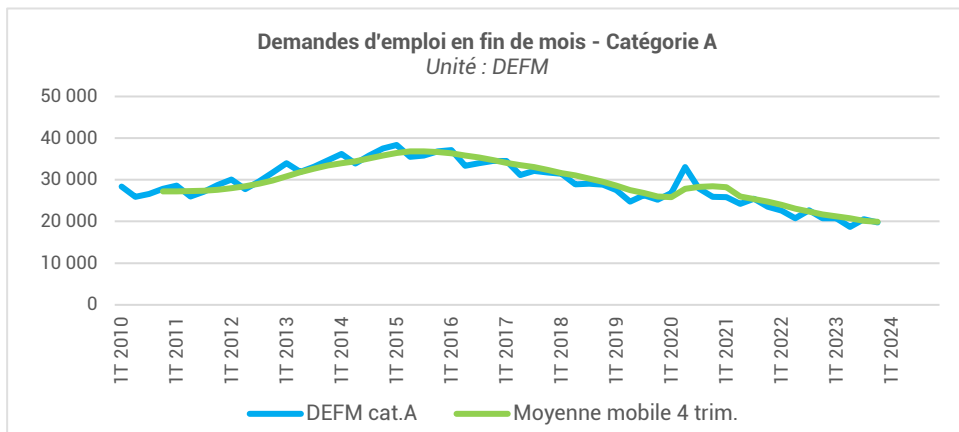
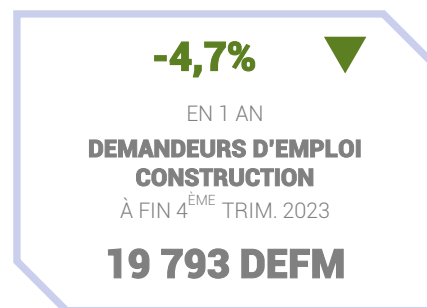




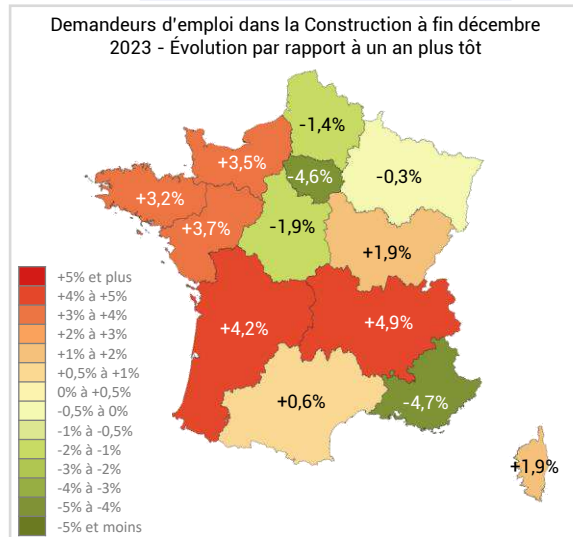
APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

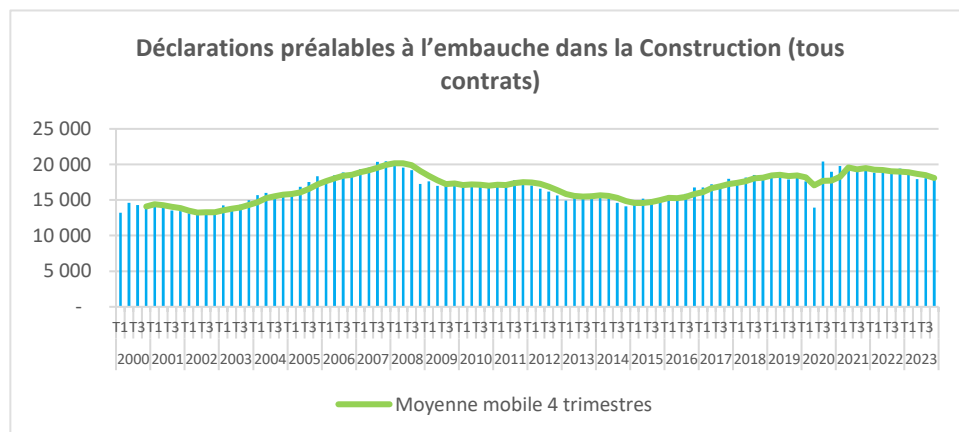
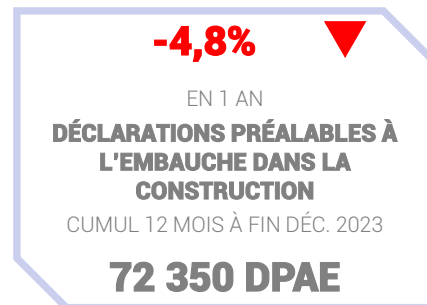
Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 793 DEFM	-4,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	264 816 DEFM	-3,1%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



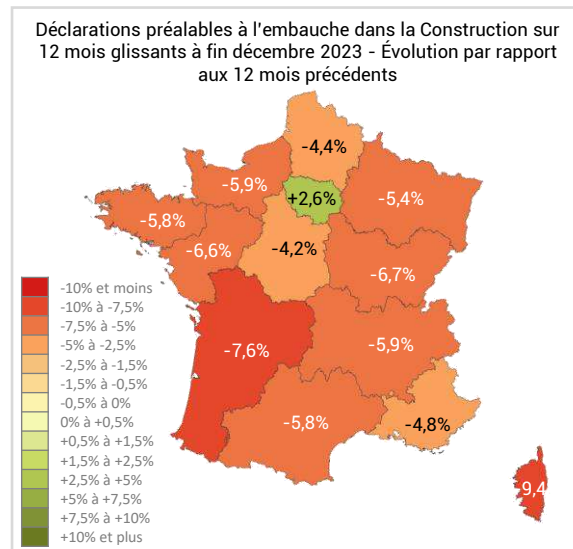
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction ne cesse de diminuer : il a en effet perdu 1 000 unités entre fin 2022 et fin 2023 et 7 000 unités en huit ans dans la région, signe d'un « stock » de main-d'œuvre disponible qui s'amenuise drastiquement.



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T4 2023 - Évol. 1 an		
Nombre total de DPAE	72 350	-4,8%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 450	-2,7%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	26 200	-5,3%	▼
dont CDI	36 700	-4,9%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : en 2023, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF ont en effet baissé de -5% par rapport à 2022 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.



Sources :

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

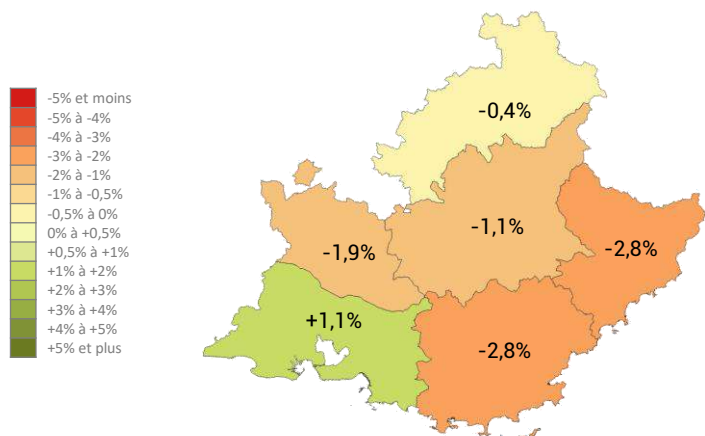




APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin décembre 2023 - Évolution par rapport à un an plus tôt



Le département des Bouches-du-Rhône est le seul à enregistrer une progression de l'emploi-salarié Construction en 2023. Il est rejoint dans le vert par le département des Alpes-de-Haute-Provence en ce qui concerne l'emploi intérimaire.

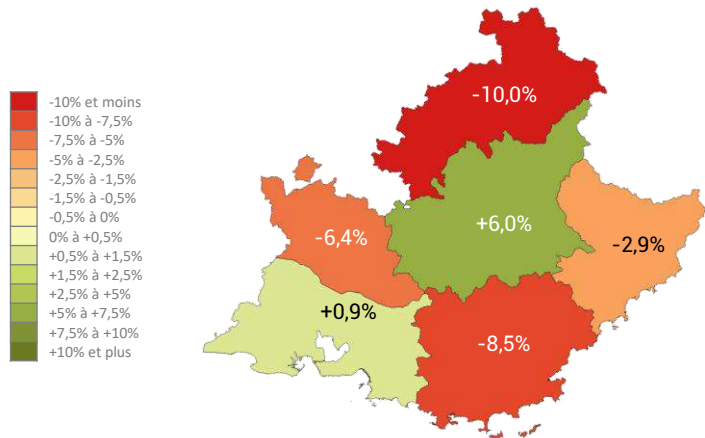
Dans les quatre autres départements, le nombre de postes salariés et d'intérimaires diminue sur un an. Le recours à l'intérim est même en baisse drastique dans les Hautes-Alpes, où l'activité est particulièrement dépendante du climat*.

Les embauches baissent également dans l'ensemble des départements de la région, après des années plutôt positives post-Covid. Le cycle croissance-décroissance ne suit en revanche pas le même rythme selon les territoires. Par exemple, les intentions d'embauche ont fortement augmenté en 2021 dans le Vaucluse, mais elles sont redescendu aussi vite dès 2022, d'où un chiffre plus stable sur les douze derniers mois. À l'inverse, la croissance des embauches s'est étalée jusqu'en fin d'année dernière dans les Hautes-Alpes, d'où une forte chute en 2023 par effet de base.

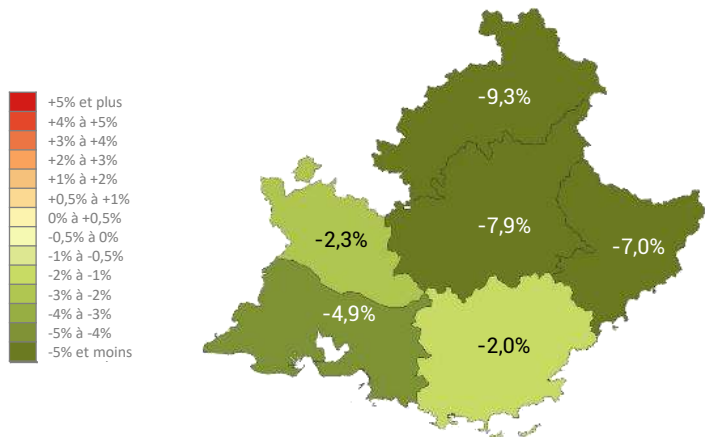
Au niveau des demandeurs d'emploi, la baisse est généralisée à l'ensemble des départements.

**L'emploi intérimaire est très sensible aux variations conjoncturelles, et notamment climatiques. Ainsi, l'été 2022 caniculaire a enregistré une forte baisse du recours à l'intérim sur l'ensemble de la région. Dans le même ordre d'idée, l'hiver 2023-2024 globalement plus froid et neigeux dans les Hautes-Alpes que l'hiver précédent tend à faire baisser le recours à l'intérim.*

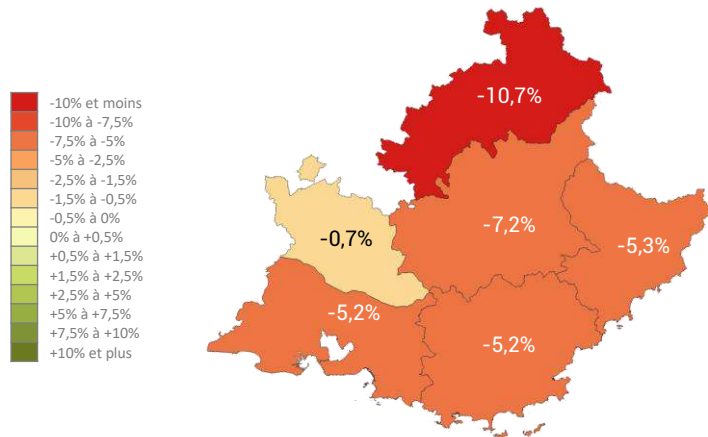
Intérimaires dans la Construction (moyenne 3 mois à fin janvier 2024) - Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin décembre 2023 - Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

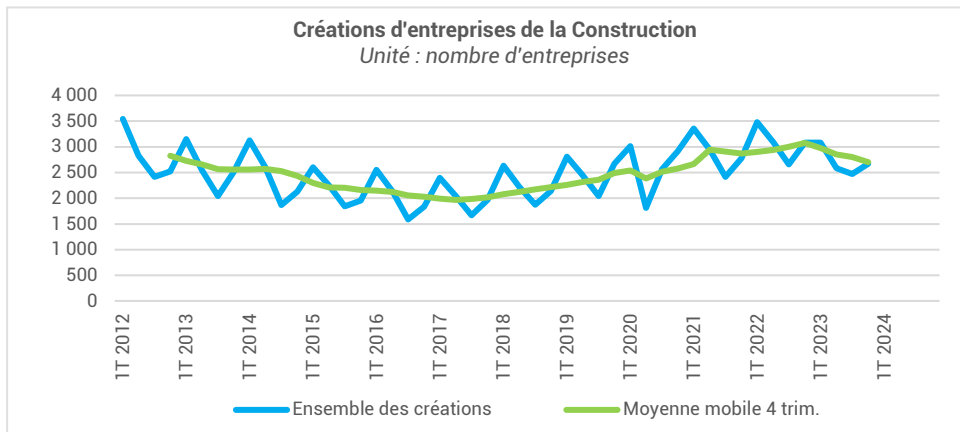
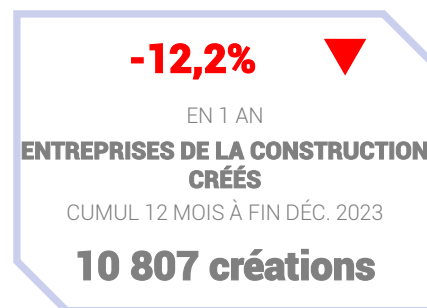




APPAREIL DE PRODUCTION

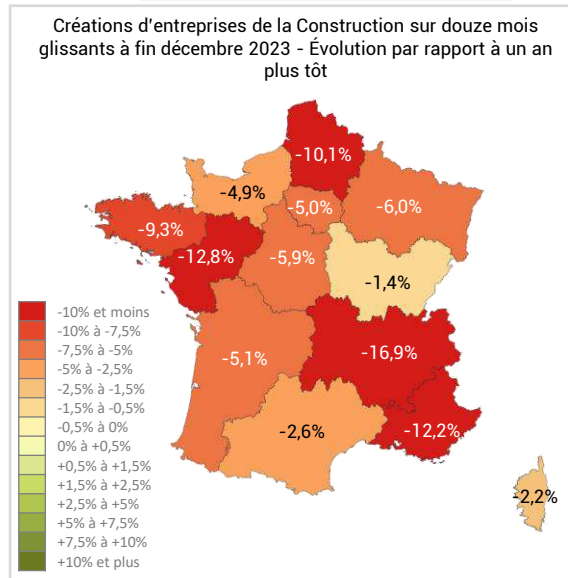
Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 673 créations	-13,2%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	967 créations	-22,1%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 807 créations	-12,2%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 978 créations	-14,6%	▼



La dynamique de création d'entreprises marque clairement le pas en 2023 avec 1 500 immatriculations perdues en un an. Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, l'inversion de tendance est brutale, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile aujourd'hui pour le secteur Construction.

De même, les immatriculations d'entreprises avec le statut d'auto-entrepreneurs s'affichent à -11% en 2023 (environ 800 unités perdues en un an) alors qu'elles avaient tendance à s'accélérer depuis la crise Covid. Cet indicateur témoigne d'une confiance qui s'érode nettement de la part des entrepreneurs, la balance bénéfices/risques apparaissant trop déséquilibrée pour investir dans le contexte actuel.



Source :
INSEE (données brutes)

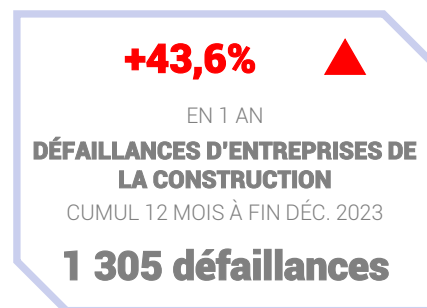




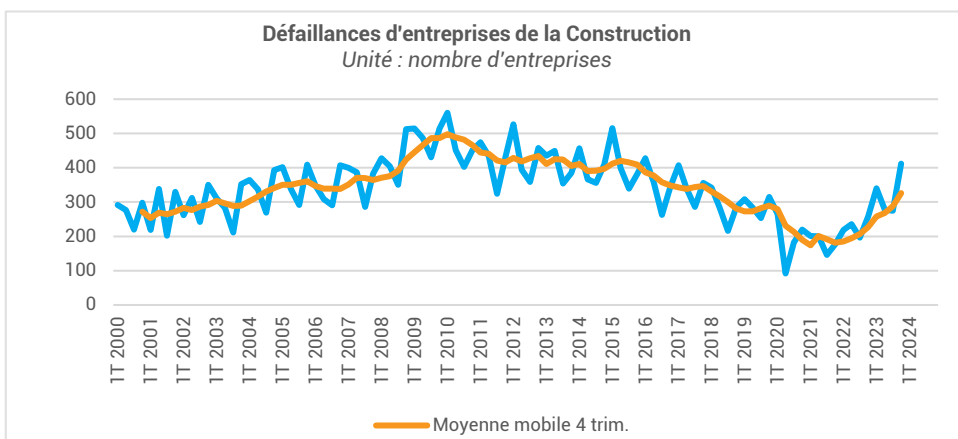
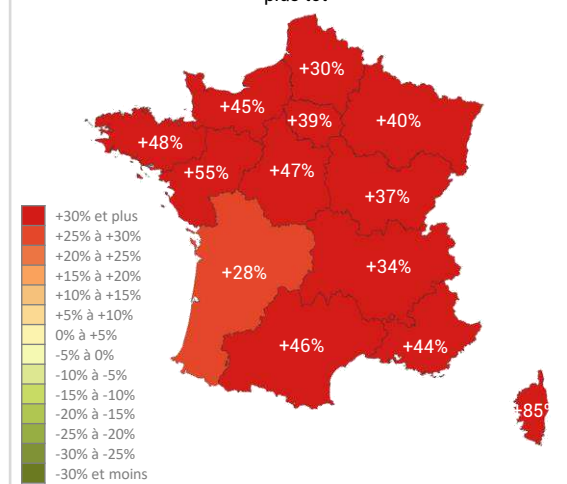
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	412 défaillances	+59,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 305 défaillances	+43,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 325 salariés	+36,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 117 salariés	+38,8%	▲



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 : la Banque de France a recensé plus de 1 300 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, soit 400 de plus qu'en 2022. C'est un niveau qui n'avait plus atteint depuis 2017, témoignant d'un climat des affaires particulièrement difficile aujourd'hui pour les entreprises, soumises à la fois à un ralentissement économique et à la nécessité de rembourser le « quoiqu'il en coûte » gouvernemental (prêts, reports d'impôts et cotisations) mis en place pour oxygéner l'Économie pendant la crise Covid.

Si les défaillances augmentent donc nettement en 2023, on reste toutefois loin des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale, où le nombre de défaillances était 30% plus élevé. Ce qui est en revanche inquiétant, c'est que les défaillances actuelles touchent beaucoup plus de salariés qu'avant. Ainsi, les 1 300 entreprises défaillantes en 2023 mettent en difficulté plus de 4 000 salariés, un volume en hausse de +39% en un an et qui n'a pas été observé depuis 2013. Mais à l'époque, 300 entreprises de plus étaient concernées. Cela signifie que les défaillances touchent désormais toutes les tailles d'entreprises, même les plus grosses habituellement plus résilientes.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 030 logts	-17,6%	▼
Mises en chantier logements	760 logts	-22,6%	▼
Mise en ventes de logements	300 logts	+48,0%	▲
Réservations de logements	80 logts	-21,4%	▼
Autorisations locaux	74 mill. m²	-19,0%	▼
Mises en chantier locaux	39 mill. m²	-6,7%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+14,2%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,5%	▲
BPE	147 660 m3	+3,4%	▲
Nombre Appels Offre publiés	280 AO	-6,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	350 M€	+16,5%	▲
Salariés	3 467 sal.	-1,1%	▼
Intérimaires	345 ETP	+6,0%	▲
Dem. d'emplois	628 DEFM	-7,9%	▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	5 840 logts	-22,7%	▼
Mises en chantier logements	4 340 logts	-14,7%	▼
Mise en ventes de logements	1 570 logts	-39,9%	▼
Réservations de logements	1 770 logts	-31,1%	▼
Autorisations locaux	299 mill. m²	+21,6%	▲
Mises en chantier locaux	211 mill. m²	+23,9%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+2,9%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,5%	▲
BPE	657 810 m3	-10,8%	▼
Nombre Appels Offre publiés	920 AO	-4,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	1770 M€	+23,2%	▲
Salariés	25 169 sal.	-2,8%	▼
Intérimaires	2 264 ETP	-2,9%	▼
Dem. d'emplois	4 051 DEFM	-7,0%	▼

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 830 logts	-27,7%	▼
Mises en chantier logements	5 280 logts	-26,2%	▼
Mise en ventes de logements	1 930 logts	-2,3%	▼
Réservations de logements	1 600 logts	-42,8%	▼
Autorisations locaux	330 mill. m²	-24,4%	▼
Mises en chantier locaux	202 mill. m²	-31,1%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,7%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,6%	▲
BPE	809 260 m3	-3,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	+1,0%	►
Montant Appels Offre publiés	1670 M€	+14,9%	▲
Salariés	23 669 sal.	-2,8%	▼
Intérimaires	2 200 ETP	-8,5%	▼
Dem. d'emplois	3 700 DEFM	-2,0%	▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 160 logts	-43,7%	▼
Mises en chantier logements	1 370 logts	+20,8%	▲
Mise en ventes de logements	240 logts	-52,3%	▼
Réservations de logements	300 logts	-22,9%	▼
Autorisations locaux	62 mill. m²	-48,1%	▼
Mises en chantier locaux	58 mill. m²	-18,0%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,0%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+0,9%	►
BPE	111 040 m3	-1,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	330 AO	+3,9%	▲
Montant Appels Offre publiés	420 M€	+26,5%	▲
Salariés	4 040 sal.	-0,4%	►
Intérimaires	627 ETP	-10,0%	▼
Dem. d'emplois	381 DEFM	-9,3%	▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	8 320 logts	-29,5%	▼
Mises en chantier logements	7 070 logts	-29,7%	▼
Mise en ventes de logements	2 070 logts	-36,2%	▼
Réservations de logements	2 610 logts	-40,9%	▼
Autorisations locaux	895 mill. m²	-26,5%	▼
Mises en chantier locaux	609 mill. m²	-31,2%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+2,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+6,5%	▲
BPE	1 154 730 m3	-4,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 580 AO	+0,2%	►
Montant Appels Offre publiés	2530 M€	+1,1%	▲
Salariés	53 219 sal.	+1,1%	▲
Intérimaires	5 573 ETP	+0,9%	►
Dem. d'emplois	8 698 DEFM	-4,9%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	2 740 logts	-37,1%	▼
Mises en chantier logements	2 780 logts	-14,6%	▼
Mise en ventes de logements	320 logts	-70,5%	▼
Réservations de logements	460 logts	-50,7%	▼
Autorisations locaux	382 mill. m²	-37,5%	▼
Mises en chantier locaux	212 mill. m²	-28,0%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,6%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+5,0%	▲
BPE	378 400 m3	-2,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	630 AO	+5,7%	▲
Montant Appels Offre publiés	750 M€	-0,7%	►
Salariés	13 782 sal.	-1,9%	▼
Intérimaires	1 028 ETP	-6,4%	▼
Dem. d'emplois	2 335 DEFM	-2,3%	▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2023 comparé au 4e trim. 2022 en valeur (sans correction de l'effet prix)
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année à fin 4e trim. 2023 comparé à un an plus tôt en valeur (sans correction de l'effet prix)
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2023
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin janv. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2023

